

---

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**  
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris  
(Institut historique allemand)  
Band 21/2 (1994)

DOI: 10.11588/fr.1994.2.58884

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

répété aux analyses d'Ernest Zahn («Das unbekannte Holland», Berlin 1984) apparaît ici comme un pis-aller.

L'on doit, bien sûr, se demander si une thèse qui à la longue résiste mal à l'épreuve des faits, ne mérite pas correction. Cela vaut en particulier pour tout ce qui concerne l'après-XVII<sup>e</sup> siècle. Car la permanence dans la vie nationale des idéaux et des acquis du Siècle d'Or, au-delà des Révolutions qui sont ici ramenées à un intermède déplorable mais sans importance, n'est au fond qu'une lecture possible, inscrite dans le discours que le XIX<sup>e</sup> siècle tenait sur lui-même et dont la validité demeure à vérifier. Une autre thèse serait possible qui insisterait davantage, non sur la normalité du Siècle d'Or et son caractère normatif à longue échéance, mais sur son caractère exceptionnel. Sans évacuer pour autant ce que ce siècle a apporté aux changements qui ont pu modifier en profondeur le cours de l'histoire néerlandaise. L'on sait maintenant, par exemple, que les systèmes de «pillarization» étaient beaucoup plus fréquents dans l'Europe du XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècle que l'on ne pensait naguère, et l'une des énigmes de l'histoire néerlandaise qui demeurent inexplicables dans le narratif de Lademacher est l'unification selon toute apparence profonde du territoire national en moins d'un siècle, après plusieurs siècles de fédéralisme centrifuge et, par moments, de particularisme féroce. On se demandera, à cet égard, s'il n'y a pas décalage entre l'idée centrale du livre et la démonstration de l'auteur. Car la démonstration du désir d'autonomie et de la culture bourgeoise et libérale du XVII<sup>e</sup> siècle met en avant une culture politique qui, dans la République des Sept Provinces-Unies, était elle-même chargée d'une volonté de domination interne et d'un centralisme quasi-étatique hollandais par rapport aux autres territoires. Le narratif n'eût-il pas été plus convainquant si une véritable interaction entre les intérêts des provinces eût été mise à jour? Et si, au lieu de pousser son interprétation dans le sens d'un monolithisme calvino-liberalo-bourgeois, il eût montré les forces de différenciation qui, dans une autre optique, constitueraient plutôt la richesse et la singularité de la vie sociale du XVII<sup>e</sup> siècle hollandais?

Lademacher est peut-être trop historien politique, trop peu historien de la société et de la culture, pour conduire lui-même à terme l'intégralité de son dessein initial. Il craint de toute évidence aussi bien le chiffre que le graphique; l'analyse des rapports sociaux demeure schématique et les traces d'anthropologie historique restent à la surface. Les chapitres sur la culture, enfin, en sont restés à une vision assez traditionnelle. Depuis l'ouvrage de 1983 elle a bien été mise à jour à l'aide de quelques-uns des travaux parus récemment (quoique pas toujours les plus adéquats), mais la perspective générale n'a pas été modifiée. Bien sûr, tout ceci n'est pas vraiment un reproche, car personne ne peut tout faire ni tout lire – mais ce constat limite la validité du dessein initial. A mon sens, l'identité néerlandaise n'est pas uniquement une affaire de culture politique ou de vie publique, et je doute fort que l'on puisse emprisonner un pays dans une évolution quasi linéaire de cinq siècles. Il n'en reste pas moins que le lecteur trouvera ici une synthèse riche et pleine de l'histoire des Pays-Bas. En raison même de l'engagement personnel de l'auteur, ce livre mérite méditation. Il servira, enfin, d'antidote salutaire à un européanisme trop facile.

Willem FRIJHOFF, Rotterdam

Kurt ANDERMANN (Hg.), *Residenzen. Aspekte hauptstädtischer Zentralität von der frühen Neuzeit bis zum Ende der Monarchie*, Sigmaringen (Thorbecke Verlag) 1992, 463 p. (Ober-rheinische Studien, 10).

Grâce à cette publication des actes d'un colloque tenu en 1990, nous disposons désormais d'un dossier très complet sur les résidences dans la partie sud-ouest du Saint Empire. 39 illustrations dont une en couleurs et un index des noms de lieux et de personnes facilitent la lecture. L'approche est double, unissant des synthèses thématiques sur la topographie, l'architecture ou la démographie, à des monographies plus fouillées concernant les

régions rhénanes et la Lorraine. La durée envisagée est vaste, ce qui est d'une des qualités de ce recueil, partant du Moyen Age pour les études sur Bouxwiller, Nancy et Heidelberg, ne s'arrêtant pas avec la disparition du Saint Empire et se poursuivant le plus souvent jusqu'en 1866, voire au-delà en 1914. C'est donc une époque moderne au sens large, de ses origines médiévales à ses ultimes prolongements, qui est envisagée ici.

La notion même de résidence est étudiée par Jürgen Voss dans sa contribution sur Mannheim. Les définitions des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles permettent de distinguer deux types de résidence, la ville dotée des fonctions propres à une capitale et celle qui se contente d'abriter le prince et sa cour. Même si la présence de la cour est un élément essentiel bien mis en valeur, l'évolution sémantique se fait en faveur de la définition élargie. En 1742, un dictionnaire indique: *residenz ist diejenige Stadt, in welcher ein Potentat oder Fürst sein Hoflager hält, daselbst auch die oberen Collegia als Regierung, Hofgericht, Cammer und andere, so die gemeinen Angelegenheiten des Landes zu besorgen haben, arbeiten*. Toutefois, résidence n'est pas systématiquement synonyme de véritable capitale dotée de tant de fonctions, on le voit avec Bruchsal ou Karlsberg. Selon les intentions changeantes des princes ou leurs relations plus ou moins bonnes avec les élites locales, la capitale peut être doublée d'un autre séjour, parfois imposant, à quelque distance. La comparaison avec les dictionnaires français contemporains fait clairement apparaître la spécificité des terres d'Empire, le phénomène des résidences étant lié à l'absence d'une capitale impériale incontestée et à la présence d'Etats territoriaux aux dynasties jalouses de leurs prérogatives. Il traduit le polycentrisme politique du Saint Empire.

Il n'est pas possible de présenter tous les aspects d'un recueil aussi riche: topographie, axes de circulation, vie culturelle et architecture, économie, société etc. ... Contentons-nous d'insister sur quelques-uns. Si l'historien des cours fera son profit d'un tel ouvrage, il ne sera pas le seul. L'émergence et le développement des résidences modifie assez sensiblement le réseau urbain des régions concernées, mutation liée aussi pour partie aux conséquences des invasions suédoise ou françaises. On assiste parfois à de véritables chassés-croisés entre villes. Ainsi dans le Palatinat, en 1720, quittant Heidelberg dévastée en 1693 et seulement en partie relevée, la dynastie s'installe à Mannheim détruite en 1622 puis en 1698. Après une période d'hésitation, Mannheim l'a emporté sur une rivale qui avait pour elle l'ancienneté. Dans le pays de Bade, les guerres de Louis XIV provoquent aussi la destruction des anciens séjours des dynasties. Surgissent ensuite des villes nouvelles là où s'installent les cours, Rastatt et Karlsruhe. A la différence de leurs devancières, elles ne sont pas conçues comme des forteresses. Si elles sont plus tard pourvues de casernes, la fonction militaire n'y a pas été primordiale. Dans une région moins disputée au XVIII<sup>e</sup> siècle, le château du prince apparaît comme la raison d'être de la ville dont la forme révèle souvent l'influence de modèles français, versaillais ou parisiens (le Petit Palais de Zweibrücken), même si les architectes sont parfois italiens, tel Rossi à Rastatt.

Les chantiers s'accompagnent d'une croissance démographique notable, d'autant plus sensible que les points de départ sont en général modestes. Les 5000 habitants de Mannheim en 1720 sont 25000 en 1777. Mais toutes les résidences ne connaissent pas de tels effectifs. Wiesbaden, dont la population fait plus que tripler, n'a encore que 3000 habitants à la fin du siècle. Plusieurs d'entre elles attirent émigrés pour raisons religieuses comme ceux qui cherchent des conditions matérielles un peu meilleures. Le départ de la cour ou le rattachement du territoire à ceux d'un autre prince se traduisent en général par un recul sensible du nombre d'habitants. Car la présence d'une cour a des implications socio-économiques importantes. En 1781, la cour de l'Electeur de Bavière, tout en comptant 5000 personnes, fait vivre près du tiers de la population urbaine de Munich. Dans les budgets de ces principautés allemandes, la proportion des dépenses de cour est plus élevée que dans la monarchie française, comme le montre Peter Claus HARTMANN. Autour du prince se rassemblent les familles nobles qui ont une habitation en ville et aussi un château sur leurs terres pas toujours éloignées. Dans les principautés ecclésiastiques, la part du clergé est forte. La cour est à la fois l'entourage du

prince et les organes de gouvernement, jusqu'au moment où s'opère une disjonction progressive au XIX<sup>e</sup> siècle. La résidence nécessite la présence de domestiques, d'artisans, d'artistes, de soldats et de marchands, indispensables aux besoins du prince et de son entourage. Quand la ville n'est pas seulement le séjour du prince, mais aussi sa capitale, se développe une population spécifique de bureaucrates. Plus elle s'accroît et moins la résidence reste une ville aristocratique. Une autre société se développe à l'ombre de la cour, volontiers désireuse de réformes politiques, parfois contestataire.

Société, la résidence est aussi un ensemble de bâtiments qui permettent à la dynastie et à l'Etat de montrer sa puissance ou à tout le moins ses prétentions. L'étude de la topographie, de l'architecture sont un des apports majeurs de ce recueil. Volker HIMMELEIN étudie les châteaux et leur disposition par rapport aux villes. Les dynasties catholiques ont attiré autour d'elles églises et couvents. Les jésuites adaptent leur réseau aux nouvelles capitales. Ministères et casernes s'inscrivent peu à peu dans le paysage urbain. Mais ces bâtiments souvent imposants n'épuisent pas les ambitions princières. Sans le concours des muses, la résidence serait privée d'un de ses attraits, encore qu'il ne faille pas faire nécessairement du séjour du prince un foyer artistique, comme le montre l'exemple de Wiesbaden, si différent de l'intense vie culturelle de Nancy, de Darmstadt ou de Mannheim. Poètes de cour, historiographes, bibliothèques qui donnent parfois naissance à des académies, théâtres sont autant d'indices de la vitalité des résidences et des influences françaises ou italiennes, parfois relayées dans le dernier tiers du siècle par le souci d'une vie culturelle proprement allemande, ainsi à Mannheim. Enfin, comme le montre Kurt ANDERMANN, la résidence abrite aussi les tombeaux des familles princières, catholiques comme protestantes.

Ces quelques exemples permettent de saisir l'intérêt d'une démarche qui ne sépare pas les cours de leur environnement, les présentant avec la ville proche et en ne les séparant pas des autres résidences. On ne peut que se réjouir de cette union de la monographie et de la synthèse. L'histoire sociale se trouve combinée avec l'étude de la politique, de l'économie, de l'art et de la culture, ce qui permet de multiplier les approches fructueuses. Les notes fournissent enfin une très abondante bibliographie rendant ainsi ce volume encore plus utile pour le chercheur qui y trouvera de nombreuses références concernant tout le Sud-Ouest des terres d'Empire.

Olivier CHALINE, Paris

Patricia CRONE, *Die vorindustrielle Gesellschaft. Eine Strukturanalyse* (aus dem Englischen von Marianne MENZEL), München (Deutscher Taschenbuchverlag) 1992, 232 S.

Die Vf.in wollte eine Einführung für Studenten der Geschichte schreiben, die »die einfachsten vorindustriellen Strukturen nicht von den Eigenarten der Zivilisation, mit der sie umgehen müssen, unterscheiden« können. Dies muß man beachten, um das schmale Bändchen angemessen zu beurteilen.

Die gezwungenermaßen stark komprimierte Darstellung der vorindustriellen Gesellschaft läßt sich nicht kurz referieren. Die Vf.in vergleicht Europa und Asien miteinander, wobei ein Schwergewicht auf dem Mittelalter liegt. Sie analysiert einzelne Elemente des »vorindustriellen Musters«, nämlich die soziale und wirtschaftliche Organisation, den Staat, die Politik, die Kultur, das Verhältnis von Individuum und Gesellschaft sowie die Religion. Dieser Teil ist der weitaus umfangreichere. Parallelisierung und Vergleich zeitlich wie räumlich weit voneinander entfernter Gesellschaften eröffnet mitunter überraschende Einsichten und kann, bei aller Vereinfachung, die Fähigkeit des Studenten verbessern, seinen eigenen Erfahrungskontext zu relativieren.

In einem kurzen zweiten Teil versucht Patricia Crone, die »Abweichung vom Muster«, nämlich Europa, zu erklären. Eigentlich ist dies der interessantere Abschnitt, denn hier stellen sich Fragen wie die, ob Europa nur ein fortgeschritteneres Beispiel für einen Geschichtsverlauf